

Liberte Politique

/

Évangéliser la politique

Article rédigé par *Thierry Boutet*, le 20 octobre 2006

À gauche comme à droite, la campagne à l'investiture pour les présidentielles de 2007 est lancée. Le débat de mardi sur la chaîne parlementaire entre les trois candidats socialistes potentiels n'a pas fondamentalement clarifié les choses.

Ségolène Royale tient la corde. Mais les jeux auprès des militants ne sont pas faits.

À droite, la cote de Nicolas Sarkozy s'effrite, mais reste solide. Toutefois, les excets lancés de l'Élysée, de la rue de Varenne, du boulevard Saint-Germain et de l'hôtel de Lassay affaiblissent le président de l'UMP. Pour tenir Nicolas Sarkozy va devoir prouver qu'il a de l'encaisse et des qualités de coureur de fond.

Quels que soient les candidats retenus par les deux grands partis parlementaires, et le contenu de leurs programmes, la marge de manœuvre de chacun d'eux sera étroite. En économie, à des nuances près, la gauche souhaite plus d'État, une redistribution plus importante des revenus et favoriser les classes les plus populaires. Mais, sauf à dynamiter le système et la dynamique européenne, elle est contrainte de tenir compte de l'endettement de la France, du montant des déficits budgétaires et du taux des prélèvements. La droite, représentée ou non par Nicolas Sarkozy veut plus de libéralisme, moins de régulation sociale et plus de sécurité. Mais elle se heurte aux cohortes syndicales, toujours prêtes à défendre tous les corporatismes et à descendre dans la rue.

Par delà les effets d'annonces et la rhétorique partisane, les gestions quotidiennes de droite et de gauche tendent à se rapprocher.

Le résultat, nous le connaissons : à chaque élection, la majorité change, mais l'alternance économique et sociale n'en a que le nom.

Culture dominante

Sur les questions de société, le constat n'est pas très différent. Les contraintes ne sont plus matérielles mais idéologiques. La droite ne souhaite pas dépenser plus pour l'enseignement catholique que la gauche. Si elle est plus sensible aux arguments de la liberté scolaire, elle est totalement paralysée par la cogestion du ministère de l'Éducation par les syndicats. Pour changer la donne, il faudrait un géant au sommet de l'État et qui accepte l'épreuve de force, jusqu'au bout. Aucun homme politique n'a aujourd'hui cette autorité. Les circonstances ne s'y prêtent pas.

Sur les autres sujets — mariage gay, adoption pour les couples homosexuels, bioéthique, euthanasie, immigration — les marges de manœuvre sont en principe plus larges ? mais le poids de la pensée dominante est tel que la droite est le plus souvent conduite à s'aligner sur les positions des lobbies de gauche.

Ce système terriblement contraignant ne satisfait personne. Mais jusqu'ici rien n'est parvenu à le briser. Dans une large mesure le problème est métapolitique. Il tient à la culture dominante. L'Église est aujourd'hui à la suite de Jean Paul II et Benoît XVI la seule institution à vouloir y échapper.

L'Église et le compromis démocratique

Dans la Note doctrinale sur l'engagement des catholiques dans la vie politique (2003), le cardinal Ratzinger invitait pour la première fois les catholiques à ne plus acquiescer au compromis démocratique sur les valeurs.

Ces principes non négociables , le Pape les a rappelé dans un discours aux participants d'un congrès organisé à Rome par le Parti populaire européen le 30 mars 2006 : En ce qui concerne l'Église catholique, l'objet principal de ses interventions dans le débat public porte sur la protection et la promotion de la dignité de la personne et elle accorde donc volontairement une attention particulière à certains principes qui ne sont pas négociables. Parmi ceux-ci, les principes suivants apparaissent aujourd'hui de manière claire: la protection de la vie à toutes ses étapes, du premier moment de sa conception jusqu'à sa mort naturelle;

la reconnaissance et la promotion de la structure naturelle de la famille - comme union entre un homme et une femme fondée sur le mariage — et sa défense contre des tentatives de la rendre juridiquement équivalente à des formes d'union radicalement différentes qui, en réalité, lui portent préjudice et contribuent à sa déstabilisation, en obscurcissant son caractère spécifique et son rôle social irremplaçable;

la protection du droit des parents d'éduquer leurs enfants. Ces principes ne sont pas des vérités de foi, même si ils reçoivent un éclairage et une confirmation supplémentaire de la foi; ils sont inscrits dans la nature humaine elle-même et ils sont donc communs à toute l'humanité. L'action de l'Eglise en vue de leur promotion n'est donc pas à caractère confessionnel, mais elle vise toutes les personnes, sans distinction religieuse. Inversement, une telle action est d'autant plus nécessaire que ces principes sont niés ou mal compris, parce cela constitue une offense contre la vérité de la personne humaine, une blessure grave infligée à la justice elle-même. Cette stratégie de rupture avec la Modernité politique jusqu'ici était peu relayée en France. Mais les choses changent. Les dernières interventions des évêques de France vont dans ce sens.

Le 10 octobre, Mgr Vingt-Trois interpellait les élus à la manière de Benoît XVI sur le courage de la vérité. Pour l'archevêque de Paris, il n'y a pas de véritable démocratie sans respect des citoyens. Il n'y a pas de respect du citoyen quand on ne cherche pas à s'appuyer sur ses capacités raisonnables et son jugement éclairé. Et l'archevêque de Paris, faisait référence dans son homélie aux points non négociables de Benoît XVI.

Le message du conseil permanent de la conférence des évêques de France à l'occasion des prochaines élections va dans la même direction. Comment construire la confiance demandent les évêques, si la société accepte l'exclusion des plus faibles, depuis la pratique de l'avortement, jusqu'à la tentation de l'euthanasie... Le message de l'Eglise veut s'adresser à la conscience de chacun : il appelle à bâtir des familles stables, fondées sur des couples, unissant un homme et une femme, qui prennent le temps de se préparer à leurs responsabilités d'époux et de parents. Soutenir la famille, c'est d'abord garder au mariage son caractère unique d'union acceptée librement, ouverte à la procréation et institutionnellement reconnue.

Même si l'on peut regretter l'absence de recommandations sur la liberté d'éducation, et une approche encore sociologique des questions sociales, le rappel de la primauté du bien commun est donné justement comme clé du bon discernement politique.

Appeler à la vigilance des chrétiens sur des questions qui engagent les fondements même de la vie sociale est crucial. Le rôle des autorités morales et religieuses est à cet égard déterminant. Ce n'est pas aux politiques de définir ce qui relève des droits fondamentaux de la personne. Ils sont au contraire appelés à les respecter eux-mêmes comme tout citoyen et à les faire respecter en raison de leurs fonctions. La culture de vie que proclame l'Église correspond aux attentes profondes inscrites dans le cœur de chaque homme et de chaque femme.

Dans le climat de nihilisme que véhiculent des lobbies finalement pas si nombreux que cela, réveiller ce désir est l'un des grands enjeux missionnaires d'aujourd'hui. Nous avons trop souvent la tentation de croire que c'est à la politique de changer les mœurs. Or les choix politiques dépendent bien plus de la culture ambiante que l'inverse.

Dans les circonstances qui sont les nôtres, réévangéliser la culture politique est une forme éminente de l'engagement politique.

? D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

?